

## L'équipe Finistère

Nous serons les porte-paroles des élus locaux et les défenseurs des spécificités finistéennes. Voilà les deux axes de campagnes de la liste soutenue par les socialistes, les régionalistes et les divers gauche, pour les Sénatoriales du 27 septembre.

Cette liste est composée de Jean-Luc Fichet, Nathalie Sarrabezolles, Jean-Jacques Urvoas, Emmanuelle Rasseneur, Marc Labbey et Patricia Salaün Kerhornou.

« Nous respectons les équilibres géographiques en présentant des candidat.es du pays de Morlaix, du pays de Brest, de Quimper et du pays bigouden », a précisé Jean-Luc Fichet lors de la conférence de presse de présentation de la liste, le 11 septembre.

Les six candidat.es peuvent également faire valoir de solides expériences comme maires ou anciens maires, mais aussi comme élu.es régionaux ou départementaux ou comme ancien Garde des Sceaux ou président de la Commission des lois.

« C'est important de défendre les maires des communes rurales », insiste Emmanuelle Rasseneur, qui entame son deuxième mandat de maire de Gourlizon (900 habitants). « On a bien vu pendant le confinement que c'est vers elles et vers eux que se tournent les citoyens lorsqu'il s'agit d'organiser la solidarité. »

La campagne électorale est bien sûr hors norme du fait de la crise sanitaire et du report du second tour des élections municipales. Alors que les candidat.es disposaient, lors des précédents renouvellements, de six mois pour aller à la rencontre des grands électeurs, cette



Une équipe expérimentée et déterminée

année, ils et elles n'ont pu partir en campagne qu'au début du mois de juillet et ne peuvent rencontrer leurs électrices et leurs électeurs que par petits groupes. Cependant, il ressort des échanges quotidiens entre les candidat.es et les élus locaux que *L'équipe Finistère*, en alliant expérience et détermination au service d'une ambition décentralisatrice au service des territoires, correspond aux attentes des grandes électrices et des grands électeurs.

Déjà, le Parti Radical de Gauche a appelé à voter pour la liste menée par Jean-Luc Fichet. « **Le PRG souhaite fermement éviter une dispersion des voix qui pourrait être préjudiciable à une victoire de la gauche et du centre gauche** », explique Fortuné Pellicano. Tout comme Christian Troadec qui s'est aussi fendu d'un communiqué. « **Les propositions résolument décentralisatrices, les engagements pour accroître les prérogatives des pouvoirs locaux et l'attachement de la liste au fait régional permettent de créer une dynamique de rassemblement de la gauche appelée à se poursuivre à l'occasion des prochaines échéances électorales : Régionales, Départementales, Législatives... Le Finistère et la Bretagne n'ont rien à attendre de la réélection des sénateurs de droite et la division de la gauche s'effectue toujours à son propre détriment** », a indiqué le chef de file de *Oui la Bretagne*.



## Sauvons la Brittany

La *Brittany Ferries* traverse une crise exceptionnelle. Après le Brexit et la crise sanitaire, elle doit affronter la chute brutale du nombre de passagers provoquée par l'instauration d'une période de quatorzaine par le gouvernement britannique.

La compagnie maritime bretonne « en a vu d'autres » depuis sa création en 1972. Cependant, l'avenir n'a jamais été aussi sombre : sept des douze navires de la compagnie doivent rester à quai.

L'union sacrée de l'ensemble des élu.es breton.nes et des citoyen.nes, pour soutenir la *Brittany Ferries* et demander au gouvernement de l'aider à passer cette période difficile, est totalement justifiée.

Certains enjeux méritent qu'on transcende les clivages politiques. L'avenir de la *Brittany Ferries* en est un. Et c'est d'une seule voix que l'ensemble des Finistéennes et des Finistéens doivent exiger de sauver la *Brittany Ferries*!

# À l'écoute des élèves

**Au collège Saint-Pol Roux de Brest, le 8 septembre, Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental, Marc Labbey et Florence Cann, déléguée à la vie collégienne, ont pu échanger avec les agents et les équipes enseignantes ainsi qu'avec les élèves.**



Des activités sportives pendant la pause de midi

**D**ans le Finistère, cette rentrée scolaire est bien sûr placée sous le signe de la sérénité. Prenant acte de la décision du gouvernement de ne pas fournir de masques aux élèves, le Conseil départemental a décidé de mettre à disposition de l'ensemble des 45 000 collégiennes et collégiens du département (public et privé), deux masques en tissu à la rentrée.

**« Nous avons maintenu tous les dispositifs »,** explique Florence Cann. **« La période du confinement et les bilans qu'on peut en tirer vont amener le Conseil départemental à engager une réflexion autour des questions**

**liées au numérique »,** explique-t-elle. Il n'est pas possible de prévoir l'avenir et il est peu probable qu'un reconfinement général intervienne dans les semaines qui viennent. Cependant, des fermetures de classes ou des absences de professeurs vont certainement intervenir et il faudra que chaque élève, même de chez lui, puisse suivre les cours.

**« Tous les dispositifs ont été maintenus. »**

**« Le confinement a aussi mis en lumière les difficultés liées aux tarifs des cantines et là aussi, nous sommes en réflexion sur la mise en place d'une tarification sociale. »**

Le Conseil départemental a lancé toute une série de projets autour de l'alimentation comme #FoodActeur ou *Un fruit à la récré*. **« Nous sommes aujourd'hui, en fonction des collèges, entre 15 et 40% de bio »,** annonce Florence Cann.

Pour vérifier si les programmes votés par le Conseil départemental portent leurs fruits, les élu.es ont échangé avec les élèves et les enseignants. **« Avec un peu de pédagogie, les collégiens comprennent assez facilement le lien entre alimentation et santé. »**

S'il faut poursuivre le travail théorique et pratique sur l'alimentation, il s'avère nécessaire, dans le même temps, d'insister aussi sur l'importance des

activités physiques pour des jeunes qui reconnaissent eux-mêmes être trop sédentaires.

L'action du Conseil départemental se traduit également par de lourds investissements (124 millions d'euros pour la période 2020-2026) dans les collèges. Deux collèges sont programmés à Lanerneau et Saint-Renan. Cette année, des travaux seront engagés notamment à Saint-Pol-de-Léon, Plouescat, Ploudalmézeau, Brest et Bannalec. 93% des établissements sont accessibles aux personnes en situation de handicap.



Les élu.es à la rencontre des enseignants

**« L'objectif est bien d'agir, en complémentarité de l'Éducation nationale, sur les facteurs de réussite et le sens que pourront donner les élèves à leur parcours auxquels participent indéniablement le climat scolaire, la dynamique pédagogique, l'ouverture de fenêtres sur le monde »,** explique Florence Cann. **« Notre engagement est celui-là, celui d'un collège public à l'écoute. »**

## Relever le défi des inégalités



Pour Yannick Trigance, secrétaire national du PS à l'Éducation, la lutte contre les inégalités doit être la priorité de cette rentrée.

**« Le refus du gouvernement de fournir les masques gratuitement aux familles, tandis que nos voisins Grecs ou Italiens le font dès lors que le masque est obligatoire, a contraint nos collectivités les plus pauvres à pallier les choix gouvernementaux. »**

Au-delà, le PS tient à rappeler que l'aggravation des inégalités pendant le confinement ne peut rester sans réponse sous peine de pénaliser plus encore les enfants issus des familles les plus modestes.

Il convient pour cela de s'attaquer résolument au traitement de la difficulté : renforcement du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, différenciation pédagogique au sein des classes pour mieux suivre les élèves selon leur niveau, sécurisation du statut et

de la formation continue des AESH auprès des élèves porteurs de handicap, renforcement des moyens alloués aux Rep et Rep+...

Le Parti Socialiste appelle en particulier l'attention sur la situation du second degré. Le gouvernement a fait voter la suppression de 440 emplois alors qu'il faudra accueillir 30 000 élèves supplémentaires dans le secondaire.

Le Grenelle des professeurs annoncé par le ministre Blanquer ne doit pas être une énième manœuvre dilatoire mais l'occasion de revaloriser les carrières et les salaires des personnels de l'Éducation nationale. Plus que jamais, les enseignants ont besoin de travailler dans un environnement sécurisé et reconnaissant, à la hauteur de leur niveau de qualification et de leur responsabilité sociale.

Tout n'est certes pas réductible à une question de moyens, mais sans moyens suffisants, c'est la meilleure façon de faire échouer les élèves, notamment ceux qui décrochent ou ont de réelles difficultés à suivre en classe et alors que certains élèves ont repris le chemin de l'école après une rupture de six mois. »

# HOP! doit rester à Morlaix!

«**Monsieur le premier ministre, vous pouvez sauver un site industriel, technique et administratif majeur pour l'intérêt des Bretonnes et des Bretons, des Morlaisiennes et des Morlaisiens.**» C'est par ces mots empreints de gravité que débute le courrier, adressé le 8 septembre, par Jean-Paul Vermot, Nathalie Sarrabezolles et Loïg Chesnais-Girard à Jean Castex.

En effet, la décision du directeur général du groupe Air France-KLM, Ben Smith, de rayer de la carte le site de HOP! à Morlaix et ses 276 emplois aurait des conséquences dramatiques pour l'ensemble du pays du territoire. «**À l'échelle du pays de Morlaix, la perte des 276 emplois de HOP! entraînerait au total la perte globale de 1 000 emplois pour une ville moyenne de 15 000 habitants.**»

Pour le président de Morlaix communauté, la présidente du Conseil départemental du Finistère

et le président du Conseil régional de Bretagne rien ne justifie la disparition de HOP! à Morlaix pour recentrer ses activités vers la métropole parisienne ou nantaise. Par le passé déjà, la direction d'Air France a tenté de concentrer les activités de HOP! pour des raisons financières à courte vue.

Le site est au cœur d'un écosystème cofinancé et soutenu depuis des décennies par les collectivités publiques

locales : aéroport, maintenance, formation, siège administratif, etc. «**C'est non seulement une activité qui disparaîtrait, mais également la filière de formation initiale (BTS maintenance aéronautique) et continue, les activités en développement (maintenance d'aéronefs militaires ou privés) qui seraient impactées et vouées à la fermeture.**»

Les élu.es breton.nes en appellent à la cohérence du gouvernement qui a retenu Morlaix dans le dispositif Action Cœur de Ville qui vise à redynamiser sur tous les plans la cité du viaduc. Cela fait plusieurs mois déjà que le dossier HOP! est sur le bureau des ministres des Transports et de l'Économie.

Les élu.es de Morlaix communauté, du Département et de la Région restent à la disposition du premier ministre pour lui présenter leurs propositions puisque le groupe Air France refuse de les entendre alors même qu'elles préservent l'emploi.



Notre détermination est totale!

## Nos élu.es rendent des comptes

Comme chaque année, la sénatrice et le sénateur socialistes du Finistère ont publié leur compte-rendu de mandat pour la session 2019-2020.

«**Nous nous étions engagés à la faire et tous les ans, avec François Marc jusqu'en 2017, puis avec Jean-Luc Fichet, nous avons chaque année adressé aux élu.es du Finistère un compte-rendu d'activité pour leur indiquer nos prises de positions, nos votes ou nos amendements et leur montrer comment nous nous sommes fait les porte-paroles de leurs revendications ou de leurs inquiétudes au Palais du Luxembourg**», souligne Maryvonne Blondin.

Ce dernier compte-rendu de mandat qui porte sur la session 2019-2020 est bien sûr largement consacré à la crise sanitaire et aux initiatives prises par les deux parlementaires socialistes du Finistère.

Ils ont notamment soutenu les amendements permettant la

réouverture des plages dans le respect des consignes sanitaires. Ils se sont opposés à la mise en place de StopCovid. Les piètres résultats obtenus par cette application montrent bien que le gouvernement aurait été bien inspiré de les écouter.

Les deux parlementaires ont également alerté le ministère de la Culture sur les conséquences de la crise pour les festivals, si importants dans notre région,

et sur le nécessaire accompagnement à apporter aux professionnels et aux associations.

«**Cette période inédite a mis en exergue la pertinence et l'efficacité de la décentralisation**», rappellent les deux parlementaires. «**Si l'État a fixé les grandes orientations stratégiques, le concours des collectivités s'est avéré fondamental pour appréhender de manière territorialisée les difficultés et les solutions à apporter.**»

Mais cette décentralisation doit s'accompagner d'une véritable autonomie financière des collectivités locales et d'une plus forte capacité d'investissements.

Pour autant, la session ne s'est pas limitée à la gestion de la crise. Les parlementaires se sont également mobilisés au sein de la mission d'information sur le sauvetage en mer, pour donner à la SNSM les moyens d'accomplir ses missions.

COMpte-REndu d'ACTIVITÉ

des sénateurs socialistes du Finistère

2019  
2020

Cher.e.s élu.e.s,

Nous avons le plaisir de vous adresser notre compte-rendu d'activité dressant le bilan de la session parlementaire 2019-2020, la dernière de la présente mandature. Cette année a été marquée par une crise sanitaire majeure qui a profondément bouleversé le fonctionnement de notre société. Révélant certains dysfonctionnements préexistants, elle a permis d'interroger les choix opérés en matière de politiques publiques au cours des dernières décennies, mais aussi notre mode de vie, et a confirmé l'impérieuse nécessité de procéder à des réformes d'ampleur pour préparer l'avenir. En dépit de ses conséquences humaines et financières dramatiques, cette pandémie constitue l'opportunité de réinventer collectivement notre modèle

Au service du Finistère



**27 septembre**  
Élections Sénatoriales  
à Quimper.

**6 octobre**  
18h30 : Assemblée  
générale de l'UESR au  
local du PS à Brest.

**12-13 décembre**  
Congrès national  
à Villeurbanne.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1324 - Vendredi 18 septembre 2020  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



# Résister à la commercialisation de l'école

Rodrigo Arenas

**Après la période du confinement, l'école publique est la cible d'une violente offensive idéologique, alerte Rodrigo Arenas, coprésident national de la FCPE.**

**Cap Finistère : Quel jugement portez-vous sur la manière dont s'est déroulée la rentrée scolaire ?**

**Rodrigo Arenas :** Cette année, encore, le ministre de l'Éducation nationale a invité les organisations de parents d'élèves pour échanger avec elles, alors qu'il avait, la veille, annoncé les modalités de la rentrée. Ce manque de considération illustre bien la manière dont il considère les membres de la communauté éducative. Pourtant, nous aurions voulu lui faire part de notre désaccord, en particulier en ce qui concerne la prise en charge des masques pour les élèves. L'État se défausse sur les collectivités territoriales et les parents ce qui entraîne une inégalité de traitement. Toutes les familles ne savent pas qu'il faut régulièrement changer les masques. C'est précisément le rôle de l'école de faire de l'éducation et pas simplement de l'instruction. En période d'épidémie, elle doit transmettre les bonnes pratiques pour se protéger les uns les autres.

Mais le plus grave c'est que cette rentrée est surtout marquée par une forte offensive idéologique de la part des tenants de la commercialisation de l'école. Je parle bien de commercialisation et pas de privatisation. La question du choix de l'école, pour des raisons confessionnelles ou pédagogiques, a été réglée par la loi de 1905. La commercialisation consiste à considérer les élèves et leurs parents comme des clients. Et ce mouvement est soutenu par le ministère de l'Éducation nationale.

Par exemple, on trouve de plus en plus de papetiers qui prennent contact, au mépris de la loi, avec les directeurs, les chefs d'établissement ou les parents pour leur vendre les fournitures scolaires en accordant des contreparties aux établissements. On est dans des logiques purement commerciales. Ce sont des techniques marketing extrêmement agressives auxquelles le ministère ne résiste pas. Le phénomène n'est pas nouveau mais il s'est accentué cet été avec les vacances apprenantes. Le ministère a labélisé des enseignes de la grande distribution et des maisons d'édition.

Une application se met en place en direction des enseignants en sciences économiques, payée par Véolia, labélisée elle aussi par le ministère de l'Éducation nationale. On est en train de livrer des espaces qui étaient protégés moralement, éthiquement,

parfois même légalement, à des intérêts privés.

**Cap Finistère : Comment endiguer cette offensive ?**

**Rodrigo Arenas :** On peut déjà regarder les exemples étrangers. Je suis d'origine chilienne et j'ai vu ce qui arrive lorsque les principes ultra-libéraux de l'école de Chicago sont appliqués à un système éducatif.

Ensuite, il est urgent de rassembler, au-delà des courants partisans, toutes celles et tous ceux qui ont à cœur de défendre une conception universaliste de l'école. Nous ne sommes pas impuissants. Mais on est coincés. C'est précisément parce qu'ils ont le sens de l'intérêt général que les enseignants, les parents et certains élus locaux ont permis à l'école de continuer à fonctionner pendant le confinement. Il faut s'appuyer sur cette démocratie scolaire et sur cette intelligence collective. Si l'éducation est nationale, la gestion, établissement par établissement, dans le cadre d'un projet éducatif partagé peut être la solution d'avenir.

Mais il faut, face aux attaques contre les valeurs que doit porter l'école, qui sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité, dont Jean-Michel Blanquer a une conception très personnelle, que les partis et les élu.es se mobilisent. C'est pourquoi nous avons lancé un appel pour que les collectivités locales exigent la prise en charge des masques par l'État.

Il faut aussi que les partis s'appuient vraiment sur la société civile puisque nous sommes sources d'analyses et de propositions. Nous ne devons plus être considérés comme une caution. Il est urgent de rassembler toutes celles et ceux qui défendent le pacte républicain, c'est-à-dire qui refusent d'organiser les inégalités comme c'est le cas aujourd'hui, qui organisent la coopération au niveau de l'école, qui revient à faire vivre la notion de fraternité, qui défendent la liberté, donc qui refusent que les GAFA interviennent dans l'Éducation nationale en choisissant les établissements qu'ils acceptent d'équiper.

Deux options s'opposent. D'un côté la défense de l'intérêt général avec des organisations collectives. De l'autre la promotion de l'individualisation et l'atomisation des intérêts. Jean-Michel Blanquer ne discute pas avec les représentants de la communauté éducative. Il s'adresse à l'opinion pour expliquer que le business c'est mieux que le service public. Et la crise sanitaire a accéléré ce processus du chacun pour soi.

